
BELGIQUE 2009

1. Revue générale du système / Overview of the system

Les personnes privées d'emploi bénéficient d'un revenu de remplacement à charge de l'assurance-chômage si elles satisfont à certaines conditions de cotisation préalable à la sécurité sociale des travailleurs salariés, secteur chômage. Pour les personnes sans ressources, il existe un revenu de subsistance et d'intégration appelé Revenu d'intégration depuis le 01/10/2002. Avoir un ou plusieurs enfants à charge donne droit à des prestations familiales, ordinaires ou majorées le cas échéant, et sous condition de ressources, dans le régime résiduaire des « prestations familiales garanties » destinées aux personnes non protégées sous un régime professionnel. Il n'existe pas d'allocations logement. Les conjoints sont imposés séparément mais remplissent une déclaration commune.

1.1. Salaire moyen (SM) / Average worker wage (AW)

Le niveau du salaire moyen (SM) est estimé pour 2009 à 41024 EUR¹.

2. Assurance chômage / Unemployment insurance

2.1 Conditions pour recevoir l'allocation / Conditions for receipt

- Avoir atteint l'âge de fin de scolarité obligatoire et ne pas avoir atteint l'âge de la pension.
- Être involontairement au chômage.
- Être privé de travail et de rémunération.
- Être apte à travailler, disponible pour ce faire, et à la recherche d'un emploi (c-à-d inscrit comme demandeur d'emploi).
- Se présenter au contrôle des chômeurs.

2.1.1 Conditions d'emploi / Employment conditions

Il faut justifier d'un certain nombre de journées de travail salarié (période de stage) au cours d'une certaine période (période de référence). La durée du stage et la période de référence augmentent avec l'âge du travailleur :

¹ SM fait référence au Salaire Moyen estimé par le Centre de politique et d'administration fiscales (www.oecd.org/ctp). Pour plus d'informations sur la méthodologie, consulter Les impôts sur les salaires 2007-2008, OCDE, 2008, partie 4, sections 2 et 3.

Âge	Période de stage	Période de référence
Moins de 36 ans	312 jours	18 mois
36 - 49 ans	468 jours	27 mois
50 ans et plus	624 jours	36 mois

2.1.2 Conditions de cotisation / Contribution conditions

Ne sont prises en considération pour le calcul du « stage » ci-dessus que les journées de travail pour lesquelles les cotisations de sécurité sociale y compris pour le secteur chômage, ont été retenues sur le salaire, ou les journées assimilées.

2.2 Calcul du montant de l'allocation / Calculation of benefit amount

2.2.1 Calcul de l'allocation brute / Calculation of gross benefit

Le montant journalier brut de l'allocation de chômage est obtenu en multipliant le salaire journalier brut antérieurement gagné - plafonné à un certain montant - par un pourcentage donné appelé « taux des allocations de chômage », repris dans le tableau ci-après pour les différentes catégories de chômeurs. Le résultat obtenu est toutefois remplacé le cas échéant par un montant-plancher, déterminé à priori par la réglementation, s'il lui est inférieur².

Taux des prestations de chômage

Depuis le 01/01/2002, en pourcentage

		Isolés ^a	Cohabitants ayant charge de famille ^b	Cohabitants ^c
1ère période	1ère année	60	60	60
2ème période	2ème année : 3 premiers mois	53,8	60	40
3ème période	2ème année après les 3 premiers mois (éventuellement prolongés)	53,8	60	allocation forfaitaire / 40 ^d

- Isolé : travailleur qui habite seul.
- Ayant charge de famille : travailleur qui cohabite avec une ou plusieurs personne(s) qui ne dispose(nt) ni de revenus professionnels, ni de revenus de remplacement.
- Cohabitant : travailleur qui n'est ni isolé, ni cohabitant ayant charge de famille; les cohabitants sont des personnes qui vivent ensemble sous le même toit et règlent principalement en commun les questions ménagères.

2. c-à-d. inférieur à ce même montant-plancher. En résumé, la réglementation belge prévoit à la fois des montants-plafonds et des montants-planchers d'allocations.

- d. 40 pour cent si le bénéficiaire justifie de 20 ans de passé professionnel ou 33 pour cent d'inaptitude permanente au travail; sinon une allocation forfaitaire journalière est payée (voir tableaux ci-dessous). Par ailleurs, moyennant certaines conditions, le cohabitant peut voir son allocation de chômage suspendue si la durée de son chômage dépasse 1.5 fois la durée régionale moyenne du chômage pour sa catégorie d'âge et de sexe.

L'allocation de chômage est octroyée à concurrence de 26 jours par mois au maximum.

Le plafond salarial supérieur est de 2.206,46 euros par mois et est valable pendant les 6 premiers mois de la première période d'indemnisation. Le plafond salarial intermédiaire est de 2.056,46 euros par mois et est valable pendant les 6 mois suivants de la première période d'indemnisation. Le plafond de base est de 1.921,71 euros par mois et est valable après la première période d'indemnisation (montants indexés).

Montants journaliers minimum des allocations de chômage en EUR (suivis par montants mensuels)

Montants journaliers minimum des allocations de chômage en EUR (suivis par montants mensuels)

Période à partir du 01/09/2008

Durée	Isolés	Cohabitants ayant charge de famille	Cohabitants
1ère période : 12 mois minimum	31.93 (830.18)	38.00 (988.00)	23.93 (622.18)
2ème période : 3 mois + 3 mois par année assurée minimum	31.93 (830.18)	38.00 (988.00)	23.93 (622.18)
3ème période : illimitée minimum	31.93 (830.18)	38.00 (988.00)	16.86 ^a (438.36) 22.13 ^b (575.38)

- a. Montant forfaitaire
- b. Montant forfaitaire majoré, si le montant journalier de l'allocation du partenaire ne dépasse pas le montant maximum de l'allocation en deuxième période d'indemnisation pour un cohabitant (29.33 EUR).

Période à partir du 01/09/2009

Durée	Isolés	Cohabitants ayant charge de famille	Cohabitants
1 ^{er} au 6 ^e mois	32.56 (846.56)	38.75 (1007.50)	24.40 (634.40)
7 ^e au 12 ^e mois	32.56 (846.56)	38.75 (1007.50)	24.40 (634.40)
A partir du 13 ^e mois	32.56 (846.56)	38.75 (1007.50)	24.40 (634.40) 17.20 ^a (447.20)
Période forfaitaire			22.58 ^b (587.08)

- a. Montant forfaitaire
- b. Montant forfaitaire majoré, si le montant journalier de l'allocation du partenaire ne dépasse pas le montant maximum de l'allocation en deuxième période d'indemnisation pour un cohabitant (29.56 EUR).

2.2.2 Non prise en compte d'une partie des revenus / Income and earnings disregards

Les possibilités dont dispose le chômeur pour exercer certaines activités lucratives pendant son chômage sont les suivantes :

- Poursuite, avec maintien des allocations de chômage à certaines conditions et dans certaines limites financières, d'une activité salariée ou indépendante « accessoire », c-à-d. compatible avec l'exercice simultané d'une activité « principale » - que le chômeur exerçait déjà avant son chômage.
- Exercice certains jours - limités en nombre et intermittents au cours d'un même mois - d'une activité « occasionnelle », avec perte de l'allocation de chômage afférente à ces jours d'activité, mais maintien en principe des allocations pour les autres jours du mois.

Ces cumuls (limités) chômage indemnisé - activité sont autorisés par la réglementation afin de permettre aux chômeurs de garder un lien avec le marché du travail, et afin de favoriser leur (éventuelle) reconversion professionnelle spontanée. Toutefois, le droit aux allocations de chômage peut toujours être retiré par le directeur du bureau du chômage même pour les jours durant lesquels le chômeur n'exerce aucune activité, quand l'activité, par exemple en raison du montant des revenus qu'elle procure, ne présente pas ou plus un caractère « accessoire » ou « occasionnel ».

Le montant journalier de l'allocation de chômage est diminué de la partie du montant du revenu journalier de l'activité accessoire qui dépasse 12,41 euros (montant valable depuis le 01/09/2008).

De plus, un régime spécifique a été adopté pour le chômeur qui exerce ou qui souhaite exercer une activité *artistique*. Il est désormais possible de débiter ou de poursuivre une activité artistique pendant le chômage, même entre 7 heures et 18 heures, tout en conservant intégralement le bénéfice des allocations de chômage lorsque l'activité artistique ne procure pas un revenu annuel net imposable supérieur à 3.871,92 EUR depuis le 01/09/2008 (au-delà, l'allocation de chômage est réduite proportionnellement).

Depuis le 1^{er} octobre 2004, la dispense d'inscription comme demandeur d'emploi et de disponibilité sur le marché de l'emploi qui a été accordée aux travailleurs ALE est supprimée. Ce système, qui donnait dans la pratique lieu à d'importants pièges financiers, a été remplacé par le développement du système des titres-services qui permet aux particuliers de payer à une entreprise agréée des prestations de travaux ou de services de proximité effectuées par un travailleur dans les liens d'un contrat de travail. Le but de cette mesure est de créer des emplois, occupés prioritairement par des travailleurs peu qualifiés, et notamment des chômeurs de longue durée, et de remplacer une partie du travail effectué au noir par du travail salarié et des prestations dont la qualité est assurée.

2.3 Traitement fiscal de la prestation / Tax treatment of benefit

Imposable, mais des réductions d'impôt existent (voir section 10.1). Les allocations de chômage ne sont pas soumises à cotisations de sécurité sociale.

2.4 Durée de la prestation / Benefit Duration

Voir section 2.2.1.

2.5 *Traitement de groupes particuliers / Treatment of particular groups*

2.5.1 *Jeunes / Young persons*

Les jeunes travailleurs qui prétendent aux allocations sur base de leurs études peuvent bénéficier d'allocations d'attente, à l'expiration d'un stage d'attente, composé de journées de travail et/ou de journées d'inscription comme demandeur d'emploi, dont le nombre requis varie en fonction de leur âge :

Âge	Durée du stage d'attente requis après la fin des études
Moins de 18 ans	155 jours
18 - 25 ans	233 jours
26 - 29 ans	310 jours

Montants journaliers des allocations d'attente en EUR (puis mensuels)

Période à partir du 01/09/2008

Âge	Isolés	Cohabitants ayant charge de famille	Cohabitants (a)	
21 ans et +	27.38 (711.88)	37.02 (962.52)	14.38 (373.88)	15.34 (398.84)
18 - 20 ans	16.53 (429.78)	37.02 (962.52)	14.38 (373.88)	15.34 (398.84)
Moins de 18 ans	10.52 (273.52)	37.02 (962.52)	9.02 (234.52)	9.54 (248.04)

a. Dans le cas où le chômeur et son conjoint ne disposent que de revenus de remplacement.

Période à partir du 01/09/2009

Âge	Isolés	Cohabitants ayant charge de famille	Cohabitants (a)	
21 ans et +	27.93 (726.18)	37.76 (981.76)	14.68 (381.68)	15.64 (406.64)
18 - 20 ans	16.86 (438.36)	37.76 (981.76)	14.68 (381.68)	15.64 (406.64)
Moins de 18 ans	10.73 (278.98)	37.76 (981.76)	9.20 (239.20)	9.74 (253.24)

a. Dans le cas où le chômeur et son conjoint ne disposent que de revenus de remplacement.

A la fin du stage d'attente, les allocations sont accordées en principe pour une durée illimitée (sauf suspension possible pour chômage de longue durée).

2.5.2 *Travailleurs âgés / Older workers*

Sous certaines conditions d'éligibilité, ils peuvent obtenir :

- *la prépension conventionnelle* : a pour objet de permettre à certains travailleurs âgés licenciés, qui remplissent les conditions d'admissibilité visées au point 2.1.1. ci-dessus, de bénéficier, moyennant la conclusion à ce propos d'une convention collective de travail, en plus de l'allocation chômage³, d'une indemnité complémentaire à charge de l'employeur qui est obligé de remplacer le travailleur prépensionné par un chômeur complet indemnisé dont le régime de travail est en moyenne le même que celui du prépensionné (cette dernière obligation ne s'applique toutefois pas au travailleur prépensionné âgé de 60 ans au moins). Les conditions d'âge et d'ancienneté professionnelle requises sont les suivantes :

Age minimum	Situation 2008-2009		CCT
	Passé professionnel minimum requis		
60 ans	Hommes 30 ans	Femmes 26 ans	CCT n° 17 (applicable dans toutes les entreprises du secteur privé)
58 ans	Hommes 35 ans	Femmes 30 ans	CCT de secteur ou d'entreprise
55, 56, 57 ans (***)	38 ans		CCT de secteur ou d'entreprise
56 ans	33 ans dont 20 ans de travail de nuit (*)		CCT secteur (expire au 31.12.2008 mais peut être prolongée)
56 ans	40 ans		CCT n°92 (applicable dans toutes les entreprises du secteur privé)
52 à 55 ans (**)	20 ans ou 10 ans dans le secteur		CCT d'entreprise en difficulté ou en restructuration

3. Il convient d'insister ici sur le caractère « sui generis » de la prépension conventionnelle qui ne relève, en tant que telle et à proprement parler, ni de l'assurance-chômage ni de l'assurance-vieillesse.

(*) dans le secteur de la construction, le travailleur doit prouver 33 ans de passé professionnel et produire une attestation du médecin du travail qui atteste de l'impossibilité de poursuivre les activités professionnelles.

() 50 ans est possible à certaines conditions spécifiques**

(*) ce système disparaîtra au 01.01.2015. Des CCT avec un départ à 55 ans restent possibles jusqu'au 31.12.2010, à 56 ans jusqu'au 31.12.2012 et à 57 ans jusqu'au 31.12.2014.**

Le montant de l'indemnité complémentaire est égal à la moitié de la différence entre la rémunération nette de référence (= salaire mensuel brut plafonné à 3 476,03 EUR - cotisations personnelles à la sécurité sociale - précompte professionnel) et l'allocation chômage. Ce montant est indexé. Le prépensionné est en principe indemnisé, pour ce qui concerne le montant de l'allocation de chômage, au taux de 60 pour cent de la rémunération perdue plafonnée, quelles que soient la composition du ménage et la durée du chômage. La prépension conventionnelle, composée à la fois de l'allocation de chômage et de l'indemnité complémentaire, est versée en principe jusqu'à l'âge de la retraite. Par ailleurs, au niveau national, une convention collective de travail de juillet 1993 a fixé le cadre de la prépension conventionnelle à mi-temps, qui garantit au travailleur âgé de 55 ans avec une carrière salariée de 25 ans, - qui remplit les conditions d'admissibilité visées au point 2.1.1 ci-dessus, et qui, avec l'accord de son employeur, réduit ses prestations de travail à un mi-temps et est remplacé, lorsqu'il a moins de 60 ans, à concurrence des heures réduites, par un chômeur complet indemnisé). Une allocation de chômage forfaitaire journalière de 14,32EUR (372,32 EUR en moyenne par mois) depuis le 01/09/2008, complétée par une indemnité à charge de l'employeur d'un montant tel que son revenu total cumulé se situe à mi-chemin entre le revenu qu'il percevrait s'il était prépensionné conventionnel à temps plein et le salaire qu'il percevrait avant la réduction de moitié de ses prestations de travail.

- Un complément d'ancienneté ; conditions :
 - Être âgé de 50 ans au moins.
 - Prouver 20 ans de travail salarié.
 - Être au chômage complet depuis un an au moins.
 - Ne pas bénéficier d'une prépension conventionnelle ou d'une prépension de travailleur frontalier (allocation complémentaire versée au travailleur frontalier âgé licencié pour raison économique).

**Montants journaliers des allocations de chômage avec complément d'ancienneté
en EUR (suivi par le montant mensuel)**

Période à partir du 01/09/2008

	Isolés ^a		Cohabitants ayant charge de famille ^a	Cohabitants ^a		
	50 - 54 ans	55 - 64 ans		50 - 54 ans	55 - 57 ans	58 - 64 ans
Après 12 mois						
Maximum	39.961038.9 6)	44.00 (1144.00)	48.32 (1 256.32)	33.00 (858.00)	36.66 (953.16)	40.33 (1048.58)
Minimum	33.99 (883.74)	37.35 (971.10)	40.62 (1 056.12)	27.61(717.86)	30.77 (800.02)	33.82 (879.32)

a. Ces catégories sont définies en section 2.2.1.

Période à partir du 01/09/2009

	Isolés ^a		Cohabitants ayant charge de famille ^a	Cohabitants ^a		
	50 - 54 ans	55 - 64 ans		50 - 54 ans	55 - 57 ans	58 - 64 ans
Après 12 mois						
Maximum	41.24(1072. 24)	44.35 (1153.10)	48.67 (1 265.42)	33.26 (864.76)	36.96 (960.96)	40.65 (1056.90)
Minimum	33.99 (883.74)	37.35 (971.10)	40.62 (1 056.12)	27.61(717.86)	30.77 (800.02)	33.82 (879.32)

b. Ces catégories sont définies en section 2.2.1.

3. Assistance chômage / Unemployment assistance

Aucune.

4. Aide sociale / Social assistance

Le revenu minimum est constitué principalement de quatre allocations :

- Revenu de Moyens d'Existence et d'intégration (ex Minimex) depuis le 01/10/2002.
- Garantie de revenus aux Personnes Âgées (GRAPA) (remplace depuis le 1/6/2001 le « revenu garanti aux personnes âgées »).
- Allocation pour Handicapés.
- Allocation Familiale Garantie - AFG.

Dans le cadre de cette étude, seuls Minimex et AFG sont décrits.

4.1 Conditions de perception / Conditions for receipt

Le Revenu d'intégration et les AFG, ainsi que toutes les prestations sociales dites « d'assistance sociale » ne sont octroyées qu'après épuisement des droits sociaux (pensions, allocations de chômage, d'invalidité, allocations familiales) dans tous les autres régimes sociaux dans lesquels l'applicant pourrait bénéficier de droits.

Le Revenu d'intégration est attribué sous condition de ressources, c'est-à-dire qu'il n'est attribué qu'aux personnes dont les revenus ne dépassent pas certains niveaux. L'âge minimum est de 18 ans, ou moins si la personne a au moins un enfant à charge.

L'AFG est versée uniquement aux personnes avec enfant(s) à charge de moins de 18 ans (ou de moins de 25 ans si toujours en études) qui ne sont protégées dans aucun autre régime d'allocations familiales. Les montants attribués le sont en fonction du niveau des revenus du bénéficiaire, ce qui implique une sorte de condition de ressources. Elles ne sont pas cumulables avec des allocations familiales obtenues à travers un autre régime d'allocations familiales (p.ex. allocations familiales des travailleurs salariés)

Répétons qu'il faut noter qu'il s'agit de prestations résiduelles et que, dès lors, les prestations dans les deux cas ne seront attribuées qu'après que le bénéficiaire ait épuisé ses droits éventuels dans les régimes de sécurité sociale.

4.2 Calcul du montant de la prestation / Calculation of benefit amount

4.2.1 Calcul de la prestation brute / Calculation of gross benefit

- Minimex ; montants par période :

Montant mensuel du Revenu d'Intégration applicable par période et par situation familiale (par mois)

	A partir du 1/1/2007 (EUR)	A partir du 1/1/2008 (EUR)	A partir du 1/5/2008 (EUR)	A partir du 1/9/2008 (EUR)
Célibataire	657,37	683,95	697,61	711,56
Couple ou Parent isolé	876,50	911,93	930,14	948,74
Concubins (par personne)	438,25	455,96	465,07	474,37

- AFG :

Montant mensuel de l'AFG par enfant (EUR par mois)

Montant applicable à partir du 1/10/2006 les enfants ne bénéficiant pas pour un mois dans un autre régime

	Moins de 6 ans	6-11 ans	12-18 ans	18-25 ans
1er enfant	118,59	145,89	160,31	171,64
2ème enfant	170,23	197,53	211,95	223,28
3ème enfant et suivants	221,48	248,78	263,20	274,53

Montant mensuel de l'AFG par enfant (EUR par mois)

Montant applicable à partir du 1/1/2008 pour les enfants ne bénéficiant pas pour un mois dans un autre régime

	Moins de 6 ans	6-11 ans	12-18 ans	18-25 ans
1er enfant	120,98	148,83	163,54	175,09
2ème enfant	173,64	201,49	216,20	227,75
3ème enfant et suivants	241,87	269,72	284,43	295,98

Montant mensuel de l'AFG par enfant (EUR par mois)

Montant applicable à partir du 1/5/2008 pour les enfants ne bénéficiant pas pour un mois dans un autre régime

	Moins de 6 ans	6-11 ans	12-18 ans	18-25 ans
1er enfant	123,40	151,81	166,81	178,59
2ème enfant	177,10	205,51	220,51	232,29
3ème enfant et suivants	246,71	275,12	290,12	301,90

Montant mensuel de l'AFG par enfant (EUR par mois)

Montant applicable à partir du 1/9/2008 pour les enfants ne bénéficiant pas pour un mois dans un autre régime

	Moins de 6 ans	6-11 ans	12-18 ans	18-25 ans
1er enfant	125,86	154,84	170,13	182,15
2ème enfant	180,65	209,63	224,92	236,94
3ème enfant et suivants				
- famille monoparentale	251,64	280,62	295,91	307,93
- autres famille	235,04	264,02	279,31	291,33

L'allocation annuelle pour les enfants et supplément pour familles monoparentales (voir ci-dessous au point 6.5) sont également applicable aux enfants bénéficiaires des allocations familiales garanties (AFG).

4.2.2 Non prise en compte d'une partie des revenus / Income and earnings disregards

Minimex : afin d'inciter les bénéficiaires du Minimex à l'emploi, une exonération sur les revenus professionnels est attribuée au moment du calcul des moyens d'existence, qui correspond en terme de revenu net (revenu brut - impôts - cotisations de sécurité sociale) à 310 EUR par an pour les chefs de ménage avec enfant(s) à charge, et à 250 EUR par an pour les autres bénéficiaires. Au-dessus de ces limites, chaque euro gagné est déduit de Minimex. Ne sont pas pris en compte dans le revenu dans le cadre de l'examen des ressources :

- Allocations familiales attribuées au ménage.
- Bourses d'étudiants.
- Services sociaux fournis par les administrations locales d'aide sociale (CPAS).
- Argent d'alimentation pour des enfants mineurs d'âge à charge.
- Donations occasionnelles de personnes non tenues par un droit d'entretien envers le bénéficiaire, demandeur du Minimex.

AFG : attribuée selon le niveau des ressources nettes imposables trimestrielles (revenu brut - cotisation de sécurité sociale - charges professionnelles).

Taux d'attribution de l'AFG selon le niveau de ressources

Montants de référence annuels applicables à partir du 1/10/2006

Ressources nettes imposables (EUR par trimestre)	Montant (% d'AFG)
0 – 3.536,92	100
3.536,93 et plus	0

Montants de référence annuels applicables à partir du 1/1/2008

Ressources nettes imposables (EUR par trimestre)	Montant (% d'AFG)
0 – 3.607,64	100
3.607,65 et plus	0

Montants de référence annuels applicables à partir du 1/5/2008

Ressources nettes imposables (EUR par trimestre)	Montant (% d'AFG)
0 – 3.679,78	100
3.679,79 et plus	0

Montants de référence annuels applicables à partir du 1/9/2008

Ressources nettes imposables (EUR par trimestre)	Montant (% d'AFG)
0 – 3.753,37	100
3.753,38 et plus	0

Remarque : « Ressources nettes imposables » sont majorés de 20 pour cent pour chaque enfant supplémentaire à partir du second enfant. Le régime a été réformé en 2002, dans le sens où la diminution graduelle de l'allocation attribuée en fonction du revenu, a été abolie. Dorénavant, selon le cas, si la condition de ressources est respectée ou pas, l'allocation est attribuée en sa totalité ou n'est pas attribuée.

4.3 Traitement fiscal de la prestation / Tax treatment of benefit

Non imposable.

4.4 Durée de la prestation / Benefit duration

L'AFG est versée uniquement aux personnes avec enfant(s) à charge de moins de 18 ans qui ne sont pas (ne plus) protégées dans aucun autre régime d'allocations familiales. L'AFG peut être prolongée jusqu'à l'âge de 25 ans si l'enfant est toujours à charge du bénéficiaire et en études

4.5 Traitement de groupes particuliers / Treatment of particular groups

4.5.1 Jeunes / Young persons

Aucun.

4.5.2 Travailleurs âgés / Older workers

Les montants de la Garantie de Revenus aux Personnes Âgées sont similaires à ceux du Minimex, sauf pour les parents isolés qui sont considérés comme célibataires.

5. Allocations de logement / Housing benefits

Il n'y a pas d'allocations directes d'aide au logement.

Toutefois, il existe des aides pour l'accès à la propriété, ainsi que des mesures de mise à dispositions de logements dits « sociaux », avec des loyers réduits en fonction des revenus des locataires.

6. Allocations familiales / Family benefits

6.1 Conditions de perception / Conditions of receipt

Avoir un enfant à charge de moins de 18 ans, ou moins de 25 ans si en études.

6.2 Calcul du montant de la prestation / Calculation of benefit amount

6.2.1 Calcul de la prestation brute / Calculation of gross benefit

Montant mensuel par enfant (EUR)

Montants applicables à partir du 1/10/2006

	Moins de 6 ans	6-11 ans	12-18 ans	18 ans et plus
1er enfant né avant 1.1.81				(*)
1er enfant né entre 1.1.81 et 31.12.84				122,33 (**)
1er enfant né entre 1.1.85 et 31.12.90			105,89	107,92
1er enfant né après le 31.12.90	78,59	92,28	99,44	
2 ^{ème} enfant né avant le 1.1.91			187,15	196,48
2 ^{ème} enfant né après le 31.12.90	145,43	172,73	187,15	
3 ^{ème} enfant et suivants nés avant le 1.1.91			258,85	270,18
3 ^{ème} enfant et suivants né après le 31.12.90	217,13	244,43	258,85	

Montant mensuel par enfant (EUR)

Montants applicables à partir du 1/1/2008

	Moins de 6 ans	6-11 ans	12-18 ans	18 ans et plus
1er enfant né entre 1.1.81 et 31.12.84				124,79 (**)
1er enfant né entre 1.1.85 et 31.12.90			108,02	110,08
1er enfant né après le 31.12.90	80,17	94,14	101,44	
2 ^{ème} enfant né avant le 1.1.91			190,90	202,45
2 ^{ème} enfant né après le 31.12.90	148,34	176,19	190,90	
3 ^{ème} enfant et suivants nés avant le 1.1.91			264,03	275,58
3 ^{ème} enfant et suivants né après le 31.12.90	221,47	249,32	264,03	

 31.12.90

Montant mensuel par enfant (EUR)

Montants applicables à partir du 1/5/2008

	Moins de 6 ans	6-11 ans	12- 18 ans	18 ans et plus
1er enfant né entre 1.1.81 et 31.12.84				127,28 (**)
1er enfant né entre 1.1.85 et 31.12.90			110,18	112,28
1er enfant né après le 31.12.90	81,77	96,02	103,46	
2 ^{ème} enfant né avant le 1.1.91			194,71	206,49
2 ^{ème} enfant né après le 31.12.90	151,30	179,7 1	194,7 1	
3 ^{ème} enfant et suivants nés avant le 1.1.91			269,31	281,09
3 ^{ème} enfant et suivants né après le 31.12.90	225,90	254,3 1	269,31	

Montant mensuel par enfant (EUR)

Montants applicables à partir du 1/9/2008

	Moins de 6 ans	6-11 ans	12-18 ans	18 ans et plus
1er enfant né entre 1.1.81 et 31.12.84				129,82 (**)
1er enfant né entre 1.1.85 et 31.12.90			112,38	114,52
1er enfant né après le 31.12.90	83,40	97,93	105,52	
2 ^{ème} enfant né avant le 1.1.91			198,60	210,62
2 ^{ème} enfant né après le 31.12.90	154,33	183,31	198,60	
3 ^{ème} enfant et suivants nés avant le 1.1.91			274,69	286,71
3 ^{ème} enfant et suivants né après le 31.12.90	230,42	259,40	274,69	

(*) sera payé aux enfants nés entre le 1/8/1980 et 31/12/1980, jusqu'à leur anniversaire, puisqu'à ce jour ils atteindront l'âge de 25 ans (limite supérieure d'attribution possible d'allocations familiales) N'est donc plus applicable à partir du 1.1.2006

(*\$) sera payé aux enfants nés avant le 31/12/1984, jusqu'à leur anniversaire, puisqu'à ce jour ils atteindront l'âge de 25 ans (limite supérieure d'attribution possible d'allocations familiales) Ne sera donc plus applicable à partir du 1.1.2010.

6.2.2 Revenus et salaires non considérés / Income and earnings disregards

Allocation universelle, obtenue sans condition de ressources.

6.3 Traitement fiscal de la prestation / Tax treatment of benefit

Allocation non imposable.

6.4 Durée de la prestation / Benefit duration

Pour la période pendant laquelle il y a des revenus, soit des revenus professionnels, soit des revenus de remplacement.

6.5 Traitement de groupes particuliers / Treatment of particular groups

Les allocations familiales peuvent être modulées selon les barèmes ci-après en fonction du statut socioprofessionnel de la personne protégée et de l'enfant bénéficiaire. Il existe des allocations spécifiques pour les enfants invalides, handicapés ou orphelins. D'autre part les parents pensionnés, invalides ou chômeurs depuis plus de 6 mois, bénéficieront également d'un supplément d'allocations familiales. En plus, selon l'âge de l'enfant, un supplément d'âge est attribué (inclus dans les tableaux). Ces suppléments ne sont pas applicables dans le cas d'un bénéficiaire d'AFG., mais pour des bénéficiaires d'allocations familiales pour travailleurs salariés (et assimilés – les mêmes montants sont appliqués pour les allocations familiales dans le secteur public. Pour les travailleurs indépendants, les suppléments sont identiques, mais le barème de base est différent pour le 1^{er} enfant.)

Montants en EUR	A partir du 1.10.2006	A partir du 1.1.2008	A partir du 1.5.2008	A partir du 1.9.2008	A partir du 1.7.2009
Supplément pour familles monoparentales (par enfant)	20,00 (à partir du 1.1.2007)	20,40	20,81	21,22	21,22
Seuil de revenus maximal	1740,15	1774,98	1810,35	2060,91	2060,91
Allocation annuelle pour les enfants (par enfant)					
- de 0 à 5 ans					25,50
- de 6 à 11 ans	51,00	52,02	53,06	53,06	54,12
- de 12 à 17 ans	71,40	72,83	74,29	74,29	75,77
- de 18 à 25 ans			25,00	25,00	50,00
Allocations pour les enfants orphelins (par enfant)	301,92	307,97	314,12	320,40	320,40
Supplément pour enfants de chômeurs (à partir du septième mois) et de pensionnés :					
- 1 ^{er} enfant.	40,01	40,81	41,63	42,46	42,46
- 2 ^e enfant.	24,80	25,30	25,80	26,32	26,32
- 3 ^e enfant et chacun des suivants :					
- Famille monoparentale					

OCDE - Division des Politiques Sociales - Direction de l'Emploi, du Travail et des Affaires Sociales
 Chapitre par pays - Prestations et salaires (www.oecd.org/els/social/prestationsetsalaires)

- autre		20,40	20,81	21,22	21,22
Seuil de revenus maximal	4,35 1740,15	4,44 1774,98	4,53 1810,35	4,62 2060,91	4,62 2060,91
- Supplément pour enfants de travailleurs invalides :					
- 1er enfant	86,08	87,81	89,56	91,35	91,35
- 2 ^e enfant	24,80	25,30	25,80	26,32	26,32
- 3 ^e enfant et chacun des suivants					
- Famille monoparentale		20,40	20,81	21,22	21,22
- autre	4,35	4,44	4,53	4,62	4,62
- Suppléments pour enfants invalides :					
a) Supplément pour l'enfant âgé de moins de 21 ans qui est né au plus tard le 1 ^{er} janvier 1992 et qui est atteint d'une incapacité physique ou mentale de 66 p.c. au moins :					
• De 0 à 3 points d'autonomie					
• De 4 à 6 points d'autonomie	353,58	360,66	367,87	375,22	375,22
• De 7 à 9 points d'autonomie	387,04	394,79	402,68	410,73	410,73
b) Supplément pour l'enfant âgé de moins de 21 ans qui est né après le 1 ^{er} janvier 1996 et qui est atteint d'une affection qui a des conséquences pour lui sur le plan de l'incapacité physique ou mentale ou sur le plan de l'activité et de la participation, ou pour son entourage familial en fonction de l'échelle médico-sociale :	413,75	422,03	430,46	439,07	439,07
• Moins de 6 points (3 piliers) et 4 points au moins (1er pilier)					
• 6-8 points (3 piliers) et moins de 4 points (1er pilier)	68,92	70,30	71,71	73,14	73,14
• 6-8 points (3 piliers) et au moins 4 points (1er pilier)	91,79	93,63	95,50	97,41	97,41
• 9-11 points (3 piliers) et moins de 4 points (1er pilier)	353,58	360,66	367,86	375,22	375,22
• 9-11 points (3 piliers) et au moins 4 points (1er pilier)	214,20	218,49	222,85	227,31	227,31
• 12-14 points (3 piliers)					
• 15-17 points (3 piliers)	353,58	360,66	367,86	375,22	375,22
• 18-20 points (3 piliers)					
• + 20 points (3 piliers)	353,58	360,66	367,86	375,22	375,22
	402,05	410,10	418,29	426,65	426,65

	430,76 459,48	439,39 468,68	448,16 478,04	457,13 487,60	457,13 487,60
- Supplément d'âge pour les enfants handicapés nés avant le 1 ^{er} juillet 1996					
- premier rang	46,04	46,96	47,90	48,86	48,86
- autres enfants	53,05	54,11	55,19	56,29	56,29

7. Allocations de garde d'enfants / Child-care benefits

Il n'existe pas d'allocations de ce type. Toutefois, pour les enfants de moins de 3 ans, il existe des barèmes appliqués pour la garde des enfants par des personnes ou services (crèches) agréés par les pouvoirs publics (il existe un organisme d'agrément par Communauté, française, flamande et germanophone) qui sont fonction (croissante) des revenus. Pour plus d'informations sur les frais de garde d'enfants, voir l'annexe « Estimation des Dépenses et des Allocations de Garde d'Enfants ».

Les frais de garde d'enfants sont déductibles du total des revenus nets si les conditions suivantes sont réunies : l'enfant doit être à charge du contribuable et avoir moins de 3 ans; les frais de gardes doivent être payés à des personnes ou institutions reconnues par les pouvoirs publics. Le montant déductible est limité à 11.20 EUR par jour de garde et par enfant de moins de 12 ans. La déduction s'opère proportionnellement sur les revenus de chaque conjoint.

Pour les enfants âgés de plus de trois ans, l'école est gratuite.

8. Prestations subordonnées à l'exercice d'un emploi / Employment-conditional benefits

Voir section 10.3, réduction des cotisations sociales.

Cependant, une nouvelle mesure, entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2002, concrétise la volonté du Gouvernement d'augmenter le taux d'emploi des travailleurs de 50 ans au moins. Concrètement, le chômeur âgé de 50 ans au moins qui a droit au complément d'ancienneté peut, sous certaines conditions, bénéficier d'un *complément mensuel de reprise du travail*, s'il reprend un travail salarié. Ce complément mensuel est forfaitaire et s'élève à 182,85EUR depuis le 01/09/2009; il est accordé pour une période de 12 mois (renouvelable).

9. Allocation de parent isolé / Lone-parent benefits

Depuis le 1^{er} juillet 2000, le chômeur de longue durée, qui est parent isolé avec enfant(s), et qui entame un emploi à durée indéterminée dans un régime de travail au moins à mi-temps, peut bénéficier d'un complément de garde d'enfant de 75,01 euros par mois pendant 12 mois maximum.. Il peut également bénéficier, comme tout chômeur de longue durée, d'un complément de mobilité (également de 743.68 EUR) lorsqu'il accepte un emploi qui n'est pas convenable en raison de la durée des déplacements. Ces compléments, qui sont payés en plus des allocations de chômage, peuvent être cumulés, mais ils ne sont octroyés qu'une seule fois.

10. Système d'imposition / Tax system

10.1 Barème de l'impôt sur le revenu / Income tax rate schedule

Se détermine comme suit à partir du montant brut, dans l'ordre suivant :

- Déduction des cotisations sociales.
- Déduction des charges professionnelles.
- Application du quotient conjugal.
- Barème d'imposition.
- Tranche exonérée.
- Réduction d'impôt sur les revenus de remplacement.
- Taxes additionnelles.

10.1.1 Abattements fiscaux / Tax allowances

Le revenu peut être diminué des cotisations sociales, à l'exception de la cotisation spéciale de sécurité sociale. Les allocations chômage sont imposables pour leur montant brut car les cotisations sociales ne sont pas dues. Le revenu diminué de ces cotisations est dénommé « revenu brut imposable ».

Les salariés et les titulaires de professions libérales ont droit à une déduction forfaitaire pour charges professionnelles. Celle-ci ne peut en aucun cas excéder EUR 3 590 par conjoint et se calcule comme suit :

Revenu brut, cotisations sociales déduites (EUR)	Taux (%)
de moins de 5 200	28,7
de 5 200 à 10 320	10
de 10 320 à 17 180	5
au delà de 17 180	3

Les charges réelles sont prises en compte si elles sont supérieures. Elles sont déduites sur toutes catégories de revenus, y compris les revenus de remplacement.

On obtient ainsi le revenu professionnel nets de charges qui constitue le point de départ du calcul du quotient conjugal.

10.1.3 Application du quotient conjugal / Marital quotient

En principe, les conjoints sont taxés individuellement. Un système de quotient conjugal s'applique toutefois lorsqu'un conjoint n'a pas ou peu de revenus professionnels. Le quotient conjugal s'octroie au niveau des revenus professionnels nets de charges, forfaitaires ou réelles selon le cas. Lorsqu'un des conjoints ne bénéficie pas de revenus professionnels nets, ou lorsque, pour l'un d'entre eux le montant net de ces revenus n'excède pas 30 % du total des revenus professionnels nets du couple, 30 % de ce total peut lui être attribué, sans que le montant reçu, majoré des éventuels revenus propres du conjoint qui le reçoit ne puisse excéder 9 280 EUR.

Le quotient conjugal fonctionne donc comme suit : soit Y_a et Y_b les revenus professionnels nets de charge des conjoints avec $Y_a > Y_b$. Le quotient conjugal s'applique si $Y_b < 0.30 (Y_a + Y_b)$ et le montant transféré = $\min [0.3 * (Y_a + Y_b) - Y_b, 9\ 280]$

10.1.4 Barème d'imposition/ The tax schedule

Appliqué séparément sur le revenu professionnel de chaque conjoint, ou après application éventuelle du quotient conjugal :

Revenu imposable (EUR)	Taux marginal (%)
0 – 7 900	25
7 900 – 11 250	30
11 250 – 18 740	40
18 740 – 34 360	45
34 360 et plus	50

10.1.5 Quotité exonérée / Exempted proportion

La tranche exonérée varie selon la situation familiale, le montant de base est fixé comme suit, par conjoint :

- lorsque le revenu imposable n'excède pas 23 910 EUR, 6 430 EUR et un supplément de 260 EUR soit 6 690 EUR ;
- 6 430 EUR lorsque le revenu imposable excède 24 170 EUR ;
- lorsque le revenu imposable est compris entre 23 910 EUR et 24 170 EUR, le supplément de 260 EUR (6 690 EUR – 6 430 EUR) est repris à concurrence d'une fraction déterminée comme suit :

$$(\text{Revenu imposable} - 23\ 910\ \text{EUR}) / (24\ 170\ \text{EUR} - 23\ 910\ \text{EUR}).$$

Le supplément octroyé (260 EUR, éventuellement réduit par l'application de la règle de palier) est déduit de la réduction d'impôt pour revenus de remplacement.

Majorations pour enfants à charge (un enfant handicapé est compté pour deux) en EUR :

1 enfant	1 370
2 enfants	3 520
3 enfants	7 890
4 enfants	12 760
Par enfant supplémentaire	4 870

Des majorations sont également octroyées en raison de certaines situations familiales particulières (en EUR) :

Autres personnes à charge	1 370
Conjoint handicapé	1 370
Autres personnes à charge handicapées	1 370
Veuf(ve) avec enfants à charge	1 370
Père ou mère célibataire	1 370

Il est en outre octroyé une exonération complémentaire de 510 EUR par enfant à charge de moins de 3 ans pour lequel la déduction pour frais de garde n'a pas été demandée.

Un enfant handicapé est compté pour deux (il reçoit l'exonération de son rang et du rang suivant) et l'enfant décédé (y compris l'enfant mort-né) pendant la période imposable reste à charge pour cette période.

Les quotités exonérées pour enfant à charge qui ne peuvent être imputées faute de revenu suffisant donnent lieu à un crédit d'impôt remboursable. Sont compris les doubléments pour handicap et le complément pour enfant de moins de 3 ans pour lesquels la déduction pour frais de garde n'est pas demandée. Le crédit d'impôt remboursable est calculé au taux marginal et plafonné à 400 EUR par enfant à charge.

La quotité exonérée de base 6 430 EUR éventuellement majorée du supplément pour handicapé s'applique sur les revenus de chaque conjoint et est éventuellement transférable si le revenu d'un des conjoints est inférieur à la quotité exonérée. Les quotités supplémentaires sont imputées par priorité sur le revenu professionnel le plus élevé; elles sont également transférables. Dans tous les cas, l'imputation se fait « par le bas ».

10.1.6 Réduction d'impôt sur les revenus de remplacement / Tax exemption on replacement income

Les pensions, prépensions, indemnités d'assurance-maladie, allocations de chômage et autres indemnités octroyées en compensation d'une perte totale ou partielle de revenus de l'activité professionnelle bénéficient d'une réduction d'impôt.

Cette réduction d'impôt est octroyée par conjoint ou par ménage selon le type de revenu. Son calcul s'effectue en partant d'un montant de base, indexé annuellement (A). Ce montant est ensuite triplement limité :

- D'abord en fonction de la composition des revenus, et plus précisément du rapport entre les revenus qui donnent droit à la réduction et le total des revenus nets : c'est la limitation que nous appellerons « horizontale » (B).

- Ensuite en fonction de la hauteur du revenu imposable globalement : c'est la limitation que nous appellerons « verticale » (C).
- Enfin, en fonction de l'impôt se rapportant proportionnellement aux revenus concernés (D).

Dans certains cas, une réduction complémentaire est ensuite octroyée pour ramener l'impôt à zéro (E).

A. *Les montants de base*

Pour l'année 2009 les montants de base des réductions d'impôt sont les suivants :

Les montants de base des réductions d'impôt pour revenus de remplacement (en EUR)

Catégories de revenus	Base de la réduction	Montant de base
Pensions et prépensions	Revenu du conjoint	1 861,42
Allocation de chômage	Revenu du conjoint	1 861,42
Allocation de chômeurs âgés	Revenu du conjoint	1 861,42
Indemnités légales d'assurance maladie	Revenu du conjoint	2 389,45
Autres revenus de remplacement	Revenu du conjoint	1 861,42

Ces montants sont diminués du montant du supplément éventuellement accordé sur la quantité exonérée de base (voir ci-dessus 10.1.5).

B. *La limitation « horizontale »*

Chacune de ces réductions est limitée en la multipliant par une fraction qui correspond au rapport entre les revenus en raison desquels la réduction est accordée et le total des revenus nets. Ainsi, un isolé qui a perçu une allocation de chômage de 2.500 € et des revenus salariaux, nets de charges, de 10.000 € ne reçoit pour réduction qu'un cinquième du montant de base.

La limitation se fait maintenant dans tous les cas par conjoint sur base d'un ratio défini comme suit :

$$\frac{\text{montant net des revenus qui donnent droit à la réduction}}{\text{revenu net avant application du quotient conjugal}}$$

C. *La limitation verticale*

Il s'agit donc ici d'une limitation en fonction du montant total du R.I.G du conjoint selon le cas. Il existe en outre deux séries de limites : la règle générale et les limites plus restrictives qui s'appliquent aux allocations de chômage « ordinaires ».

La règle générale

Cette règle générale s'applique donc à toutes les catégories de revenu à l'exception des allocations de chômage « ordinaires ».

La réduction d'impôt, telle que subsistant après la limitation horizontale, est maintenue intégralement jusqu'à 20 630 € de R.I.G. mais elle diminue ensuite progressivement de sorte qu'il ne subsiste qu'un tiers de son montant quand le R.I.G. atteint 41 260€.

La réduction ainsi limitée (R') s'obtient donc comme suit, à partir de la réduction d'impôt subsistant après application de la réduction horizontale (R) :

La limitation verticale des réductions d'impôt : règle générale

<i>Tranches du R.I.G.</i>	<i>Limitation de la réduction</i>
Inférieur à 20 630 €	$R' = R$
Compris entre 20 630 € et 41 260 €	$R' : [R * 1/3] + [R * 2/3 * (41\ 260 - R.I.G.) / 20\ 630]$
Supérieur à 41 260 €	$R' = R * 1/3$

Cette limitation s'opère en fonction des revenus du conjoint.

La règle particulière pour les allocations de chômage « ordinaires »

La réduction d'impôt, telle que subsistant après la limitation horizontale, est maintenue intégralement jusqu'à 20 630€ de R.I.G. mais elle diminue ensuite progressivement pour ne plus être accordée lorsque le R.I.G. du ménage atteint 25 750 €.

La réduction ainsi limitée (R') s'obtient donc comme suit, à partir de la réduction d'impôt subsistant après application de la réduction horizontale (R) :

La limitation verticale des réductions d'impôt : cas des allocations de chômage « ordinaires »

<i>Tranches du R.I.G.</i>	<i>Limitation de la réduction</i>
Inférieur à 20 630 €	$R' = R$
Compris entre 20 630 et 25 750 €	$R' = R * (25\,750 - R.I.G.) / 5\,120$
Supérieur à 25 750 €	$R' = 0$

D. La limitation à l'impôt proportionnel

La réduction subsistant après ces deux limitations ne peut en aucun cas excéder la quotité de l'impôt qui se rapporte proportionnellement aux revenus en raison desquels elle est accordée. Cette limite jouera, par exemple, si l'impôt dû par le contribuable est inférieur au montant de base de la réduction.

E. Les cas où l'impôt est ramené à zéro

Après octroi des réductions d'impôts pour revenus de remplacement, l'impôt subsistant est ramené à zéro lorsque le revenu imposable consiste exclusivement en revenus de remplacement n'excédant pas :

- Pour les allocations versées aux chômeurs âgés.
- Pour les allocations de chômage, les pensions, les prépensions « nouveau régime » et les autres revenus de remplacement.
- Pour les indemnités d'assurance-maladie-invalidité (A.M.I.).

Les nouveaux chiffres seront communiqués en mars

10.1.7 taxes additionnelles / Additional taxes

L'impôt ainsi calculé est majoré des impôts communaux, dont le taux moyen est de 7,4%

10.2 Traitement du revenu du ménage / Treatment of family income

Voir quotient conjugal en section 10.1.3.

10.3 Barème des cotisations de sécurité sociale / Social security contribution schedule

a) Cotisations salariales

Cotisation	Taux (% du salaire brut)
Chômage	0.87
Maladie	1.15
Santé	3.55

Pensions	7.50
Total	13.07

Les allocations de chômage sont exonérées de cotisations sociales. Toutefois, la prépension conventionnelle à temps plein et la prépension conventionnelle à mi-temps sont assujetties à des retenues sociales et à des cotisations patronales spéciales.

b) Cotisation spéciale de sécurité sociale

De plus, il existe une cotisation spéciale, basée sur le revenu imposable globalement (RIG) :

Revenu imposable (EUR)	Montant dû sur la limite inférieure	% au delà de la limite inférieure
De 0 à 18 592,02	0	0
De 18 592,02 à 21 070,96	0	9
De 21 070,96 à 60 161,85	223,10	1.3
60 161,85 et plus	731,29	0

c) Réduction des cotisations personnelles de sécurité sociale

Le barème applicable à partir du 01.10.2008 est le suivant :

Salaire brut annuel (S) en euros	Réduction en euros
0 < S < 16 649,88	2 100
16 649,88 < S < 20 322,00 20 322,00 < S < 26 444,64	Min (2 100, (2 100, -0,2798 (S-16 649,88))) Min (1 716, (1 716 -0,1752 (S-16 649,88)))
S > 26 444,64	0

11. Travail à temps partiel / Part-time work

11.1 Règles spéciales applicables aux prestations en cas de travail à temps partiel / Special benefit rules for part-time work

Cas du chômeur complet indemnisé qui accepte un emploi à temps partiel pour échapper au chômage.

Au 31/12/96, les chômeurs complets indemnisés qui acceptent un emploi à temps partiel pour échapper au chômage peuvent bénéficier :

- a) Du statut de travailleur à temps partiel avec maintien des droits.
- b) Le cas échéant, d'une allocation de garantie de revenu.
- c) Conditions d'admissibilité au régime des travailleurs à temps partiel avec maintien des droits :
 - Avoir accepté un régime de travail comportant au minimum (sauf dérogation) un tiers des heures prévues pour un régime de travail à temps plein.
 - Au début de l'activité à temps partiel, se trouver en état de chômage involontaire et répondre aux conditions d'admissibilité et d'octroi pour bénéficier d'allocations à temps plein, ou se trouver dans une situation assimilée.
 - Introduire une demande de statut de travailleur à temps partiel avec maintien des droits dans un délai de deux mois prenant cours le lendemain du jour où débute l'activité à temps partiel.

Les avantages procurés par le statut de « travailleur à temps partiel avec maintien des droits » sont les suivants :

- Le travailleur à temps partiel avec maintien des droits qui perd son emploi à temps partiel recommence à bénéficier d'une allocation de chômage pour tous les jours de la semaine (excepté le dimanche). Le montant des allocations est calculé sur base de la rémunération antérieure à l'activité à temps partiel.
 - Le travailleur bénéficiant du statut de travailleur à temps partiel avec maintien des droits ne peut faire l'objet d'une suspension pour chômage de longue durée. Toutefois, les périodes durant lesquelles il perçoit l'allocation de garantie de revenu sont prises en compte pour le calcul de la durée de son chômage pour l'application d'une suspension éventuelle lorsqu'il redevient chômeur complet.
- d) Conditions d'octroi de l'allocation de garantie de revenu (AGR) pendant la durée du travail à temps partiel.

Le travailleur à temps partiel avec maintien des droits peut demander à bénéficier de l'allocation de garantie de revenu durant la période où il travaille à temps partiel, à condition :

- Que le nombre moyen d'heures de son activité à temps partiel ne soit pas supérieur à 4/5 de celui d'une activité à temps plein.
- Que sa rémunération mensuelle brute soit inférieure au salaire mensuel brut de référence (1.440,67EUR).
- Depuis le 01/07/2005, un nouveau système de calcul de l'AGR est entré en vigueur.

Pour un mois considéré, l'allocation de garantie de revenus est calculée suivant la formule suivante:

Allocation de garantie de revenus =

- **allocation de référence** = 26 x l'allocation journalière qui vous serait octroyée en cas de chômage complet pour ce mois-là. Pour les cohabitants, le montant de l'allocation journalière n'est pris en compte qu'à concurrence du montant net (brut x 0,8991) pendant les 12 premiers mois. Pour le travailleur qui entame une occupation à temps partiel au cours de la période du 01.07.2005 au 31.05.2006 et qui était lié par un contrat de travail ALE dans les 12 mois qui précèdent le début de l'occupation à temps partiel, l'allocation journalière est majorée d'un supplément égal au supplément ALE journalier moyen que le travailleur a perçu au cours des 12 mois précédents. Cette majoration est alors applicable pour toute occupation à temps partiel avec maintien des droits jusqu'au 30.06.2006.
- **montant mensuel du supplément horaire** = (heures > 1/3 nombre d'heures à temps plein) x supplément horaire
- **heures > 1/3 nombre d'heures à temps plein** = seules les heures qui dépassent le 1/3 d'un horaire à temps plein (55 heures par mois, en cas d'occupation dans un emploi où l'horaire à temps plein est égal à 38 heures par semaine) donnent droit à un supplément horaire.
- **supplément horaire** = montant forfaitaire déterminé en fonction de votre situation familiale à savoir:
 - **2,82 euros** pour un travailleur avec revenu unique et charge de famille .
- **rémunération nette** = (rémunération brute – retenues de sécurité sociale à concurrence de 13,07 % + bonus ONSS) – précompte professionnel de base forfaitaire.

Le montant net de l'allocation de garantie de revenus « nouveau régime » est cependant limité à un montant égal à la rémunération nette fictive à temps plein moins la rémunération nette à temps partiel (obtenue comme indiquée ci-dessus).

Pour percevoir l'allocation de garantie de revenus, il faut également que le résultat du calcul soit égal ou supérieur à **8,60 euros** (montant indexé, valable à partir du 01.09.2008).

Les formules détaillées du calcul de l'allocation de garantie de revenus sont reprises dans la feuille info « Allocation de garantie de revenus - fiche technique relative au calcul »(voir le site de l'ONEM :

http://www.onem.fgov.be/Frames/frameset.aspx?Path=D_opdracht_PT/&Items=1&Language=FR

Le but de cette mesure est d'assurer en toute hypothèse au chômeur complet indemnisé qui prend un emploi à temps partiel pour échapper au chômage, un revenu cumulé (salaire à temps partiel + allocation de garantie de revenu) supérieur à celui reçu antérieurement de son allocation de chômage à plein temps.

11.2 Règles spéciales applicables à l'impôt et aux cotisations sociales en cas de travail à temps partiel / Special tax and social security contribution rules for part-time work

Aucune.

12. Évolutions de la politique / Policy developments

12.1 *Changements introduits au cours de la dernière année / Policy changes introduced in the last year*

Crédit-temps de crise et suspension de crise employés (voir http://www.onem.fgov.be/frames/Frameset.aspx?Path=D_opdracht_crisis/&Language=FR&Items=1)

Les entreprises qui peuvent utiliser le crédit-temps de crise et la suspension de crise employés.

L'entreprise doit satisfaire simultanément aux conditions suivantes:

- l'entreprise tombe dans le champ d'application de la loi du 05.12.1968 relative aux conventions collectives de travail et aux commissions paritaires. Il s'agit donc principalement d'entreprises du secteur privé;
- l'utilisation de cette mesure de crise est prévue dans une CCT sectorielle une CCT d'entreprise ou un plan d'entreprise approuvé.
L'instrument cadre applicable est mentionné dans la rubrique II du formulaire loi de crise-1(2010);
- l'entreprise est en difficulté à la suite d'une diminution du chiffre d'affaire de 15% au moins (selon la déclaration à la TVA), à la suite d'une diminution de la production de 15% au moins, à la suite d'un taux de chômage temporaire de 20 % au moins ou d'une diminution des commandes de 15% au moins (voir plus loin).

12.2 *Modifications annoncées / Policy changes announced*

[La prime de crise pour les ouvriers licenciés](#)

Les ouvriers qui sont licenciés à partir de janvier 2010 peuvent avoir droit à une prime de crise unique d'un montant de 1666 euros à charge de l'ONEM et/ou de l'employeur.

ANNEXE : ESTIMATION DES DEPENSES ET DES ALLOCATIONS DE GARDE D'ENFANTS

La politique d'accueil de l'enfance est communautarisée en Belgique (Communauté flamande, Communauté française et Communauté germanophone). Chaque Communauté fixe la contribution des parents dans les frais de séjour des enfants dans les crèches, préguardiennats, maisons communales d'accueil de l'enfance et services de gardien(ne)s encadré(e)s reconnus et subventionnés par elle. Nous reprenons ci-après les barèmes appliqués par les deux principales Communautés (Office de la Naissance et de l'Enfance - « O.N.E. » - en Communauté française et « Kind en Gezin » en Communauté flamande).

En *Communauté française*, il faut entendre par revenus du ménage les revenus globalisés nets de tous les membres du ménage, c'est-à-dire toutes les ressources financières du ménage, à l'exclusion des allocations familiales. Lorsque deux enfants d'une même famille sont soumis simultanément au barème fixé, la contribution financière due pour chaque enfant est réduite à 70 pour cent de la redevance normalement due. La même réduction à 70 pour cent est accordée pour tout enfant appartenant à une famille comptant trois enfants faisant partie du ménage. Seuls les jours de garde réellement effectués peuvent donner lieu à perception de la participation financière. En cas de fréquentation ne dépassant pas 5 heures par jour, la contribution financière des parents est fixée à 60 pour cent du montant de la redevance normalement due.

En *Communauté flamande*, le revenu familial de référence est calculé de manière similaire qu'en Communauté française (voir ci-après).

L'estimation des dépenses annuelles de garde d'enfants peut être basée sur 220 jours par an (parent(s) travaillant à plein temps). Le cas-type est calculé comme la moyenne arithmétique des frais supportés par les parents selon les barèmes des deux Communautés.

BARÈMES O.N.E. (COMMUNAUTÉ FRANÇAISE)

Barème de la participation financière des parents aux frais de séjour des enfants dans les crèches, pré-gardiennats, maisons communales d'accueil de l'enfance et services de gardiennes encadrées subventionnés..

Voir le site : http://www.one.be/ONE_typo_test/ONE%20CLEAN/mildac/pdf/Barème_2009.pdf

Dans le modèle on utilise les barèmes applicables pour l'année civile 2008.<http://www.one.be/PDF/DECRET/BBARPPFP2008.pdf>

Barèmes KInd en Gezin (Communauté flamande)

http://www.kindengezin.be/Images/III9_finbgMB_finbijdragegezin_mede_tcm149-17942.pdf

Depuis le 1^{er} juillet 2005, l'intervention parentale dans les frais d'accueil des enfants varie entre par enfant 1,31 EUR/jour et 23,31 EUR/jour, en fonction du revenu imposable du ménage. Une réduction de 2,63 EUR/jour sur l'intervention parentale est attribuée à partir du moment que le ménage a deux enfants ou plus à sa charge. La réduction est attribuée à partir du deuxième enfant pour chaque enfant accueilli.

Si la durée d'accueil journalière est inférieure à 3 heures, l'intervention parentale est réduite à 40% ; si elle ne dépasse pas les 5 heures, elle sera réduite à 60%.

Pour un séjour de plus de 12 heures, l'intervention parentale sera augmentée à 160% de l'intervention journalière.

22 JANVIER 2003. - Arrêté ministériel établissant les conditions du calcul de la cotisation parentale pour l'accueil des enfants par les centres d'aide aux enfants et d'assistance des familles **CHAPITRE I. - Dispositions préliminaires.**

Article 1er.

Dans le présent arrêté, on entend par :

1° Kind en Gezin : Organisme public flamand créé par le décret du 29 mai 1984 portant création de l'organisme " Kind en Gezin ";

2° centre : le centre d'aide aux enfants et d'assistance des familles, tel que défini à l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 1er mars 2002 réglant l'agrément et le subventionnement des centres d'aide aux enfants et d'assistance des familles;

3° revenu : le revenu visé à l'article 62 du même arrêté;

5° ≤cotisation≥ : la participation financière visée à l'article 61 du même arrêté.

Art. 2.

La cotisation est calculée sur la base du revenu conformément aux dispositions du présent arrêté.

CHAPITRE II. - Détermination du revenu.

Art. 3.

§ 1er. Le revenu est déterminé par le centre au début de l'accompagnement résidentiel ou semi-résidentiel sur la base de la feuille d'imposition la plus récente dont disposent les parents.

§ 2. A défaut d'une feuille d'imposition récente des parents, le revenu est déterminé sur la base des données salariales récentes et pertinentes. " Kind en Gezin " formule des directives en la matière.

Pour la conversion d'un revenu mensuel en un montant annuel, le revenu mensuel imposable est multiplié par 12.

Art. 4. En cas de modification du revenu des parents au cours de l'accompagnement résidentiel ou semi-résidentiel d'un enfant, la \leq cotisation \geq \leq parentale \geq est revue.

CHAPITRE III. - Calcul de la \leq cotisation \geq .

Art. 5. La \leq cotisation \geq pour une journée de présence semi-résidentielle s'élève à 60 % du montant pour une journée de présence résidentielle.

Art. 6. La \leq cotisation \geq pour une journée de présence résidentielle est calculée en multipliant le revenu par 0,000311.

Art. 7. Les ménages ayant plus d'un enfant à charge bénéficient d'une réduction de 10 % sur la \leq cotisation \geq par enfant supplémentaire à charge, calculée conformément à l'article 6.

Art. 8. § 1er. La \leq cotisation \geq minimum pour une journée de présence résidentielle s'élève par enfant à 1,25 euros et pour une journée de présence semi-résidentielle à 0,75 euro, à l'exclusion du tarif social et de l' \leq accueil \geq gratuit, prévus par l'article 11 du présent arrêté.

§ 2. La \leq cotisation \geq par enfant est plafonnée à 20 euros pour une journée de présence résidentielle et à 12 euros pour une journée de présence semi-résidentielle.

Art. 9. § 1er. Il est porté en compte aux parents qui ne fournissent aucune preuve de leurs revenus, une \leq cotisation \geq maximale de 12 euros pour une journée de présence semi-résidentielle et 20 euros pour une journée de présence résidentielle.

§ 2. Pour les cas déterminés au § 1er, la réduction prévue à l'article 7 reste toutefois d'application.

Art. 10. En cas de placement d'un enfant par le Tribunal de la Jeunesse, le centre perçoit les 2/3 des allocations familiales de l'enfant en question, conformément à l'article 70 des lois coordonnées du 13 décembre 1939 relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés. Ces allocations familiales tiennent lieu de \leq cotisation \geq \leq parentale \geq : les parents ne seront par conséquent redevables d'aucuns autres frais.

Art. 11. Peuvent être récupérés à charge des parents, les frais n'ayant aucun lien avec l'aide délivrée par le

centre, telle que le supplément pour frais médicaux et pharmaceutiques, à l'exception des soins journaliers, et les frais thérapeutiques et scolaires, à l'exception des repas, qui sont préfinancés par le centre.

Art. 12. § 1er. Outre la réduction prévue à l'article 7, le centre peut uniquement accorder une réduction sous forme d'un tarif social au bénéfice des parents confrontés à une situation financière exceptionnelle. Cette situation exceptionnelle est tributaire à un revenu modeste disponible, une médiation collective des dettes, une gestion des dettes et un accompagnement budgétaire par un service agréé. " Kind en Gezin " formule des directives en la matière.

§ 2. Dans des cas exceptionnels, si la situation des parents ou de l'enfant le justifie, le centre peut pourvoir à un ≤accueil≥ gratuit. " Kind en Gezin " formule des directives en la matière.

§ 3. Le centre statue sur l'octroi ou non d'un tarif social ou de l'≤accueil≥ gratuit sur la base d'un dossier administratif qui contient toutes les données pertinentes pour prendre une décision motivée. Le tarif social accordé ou l'≤accueil≥ gratuit est évalué et revu par le centre conformément à l'article 4.

CHAPITRE IV. - Dispositions spécifiques.

Art. 13. Le centre consigne dans le dossier toutes les données pertinentes sur la base desquelles le revenu et la composition du ménage sont déterminés ainsi que la motivation pour accorder un tarif social ou un ≤accueil≥ gratuit. Les fonctionnaires compétents de " Kind en Gezin " peuvent à tout moment consulter ces données.

Art. 14. L'arrêté ministériel du 14 mai 2002 fixant le montant de la contribution des parents dans les centres d'aide aux enfants et d'assistance des familles, est abrogé.

Art. 15. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er mars 2003.

Bruxelles le 22 janvier 2003.
M. VOGELS.

From 1.7.2007 till 30.6.2008

HOEVEEL BETAAL JE BIJ EEN AANGESLOTEN ONTHAALOUDE EN IN EEN ERKEND KINDERDAGVERBLIJF?

De prijs voor opvang is wettelijk geregeld.

Bereken hier hoeveel je betaalt.

Voor de periode tussen juli 2007 en juni 2008 ligt de prijs voor een dag opvang voor een kind tussen 1,35 euro en 24,07 euro.

Het minimumbedrag blijft altijd 1,35 euro; zelfs wanneer je kind kort in de opvang blijft of wanneer je recht hebt op vermindering. Alleen wanneer je het financieel heel moeilijk hebt, is het uitzonderlijk mogelijk dat je niet moet betalen. In het huishoudelijke reglement van de opvang staan de voorwaarden.

Je betaalt het maximale bedrag wanneer:

- je gezinsinkomen een bepaald bedrag overschrijdt;
- een openbare instantie zoals het OCMW de opvang betaalt;
- je niet in België woont en er geen belastingen betaalt;
- je je inkomen niet bewijst.

De prijs wordt berekend bij de start van de opvang en wordt elk jaar op 1 juli opnieuw uitgerekend. Een herberekening op een ander moment dan 1 juli is niet mogelijk, behalve wanneer je aantoont dat je huidige gezinsinkomen minstens 20% lager is dan het inkomen dat gebruikt werd om de opvangprijs uit te rekenen.

Wanneer er een verandering is in het aantal kinderen dat je ten laste hebt, wordt de korting op de opvangprijs onmiddellijk aangepast.

Bereken hier hoeveel je betaalt.

Hoeveel je betaalt hangt af van:

- ▶ Je gezinsinkomen
- ▶ Aantal kinderen ten laste
- ▶ De verblijfsduur
- ▶ De eventuele bijkomende kosten
- ▶ Bijzondere situatie: kinderlast en inkomen bij echtscheiding en nieuw-samengesteld gezin

Je gezinsinkomen

Het gezamenlijk belastbaar inkomen, het eindbedrag dat op **je aanslagbiljet** vermeld staat is de basis om de prijs te berekenen.


Je	vindt	het	bedrag	onder	
1.	Vaststelling	van	de	belastbare	inkomsten
	<i>GEZAMELIJK</i>		<i>BELASTBAAR</i>		<i>INKOMEN</i>

Gez. belastbare beroepsinkomsten Bedrag 1 Bedrag 2

De bedragen moeten dus niet verminderd worden met de aftrekposten die eronder vermeld staan, zoals bijvoorbeeld: intresten, giften, uitgaven voor opvang van kinderen, ...

De opvang kijkt naar je meest recente aanslagbiljet.

Niet **meerekenen**

Deze vergoedingen  (37 kb) zal de opvang niet meerekenen in het inkomen voor de prijsberekening.

Samenwonen

Wanneer je ongehuwd samenwoont, houdt de opvang rekening met het inkomen van beide partners. Wanneer je samenwoont met iemand waarmee je geen relatie hebt, kijkt de opvang alleen naar het inkomen van de persoon die de kinderen ten laste heeft. Wanneer jij én je kind ten laste zijn van je ouder(s), gebruikt de opvang het inkomen van je ouder(s) voor het berekenen van de opvangprijs.

Moelijke **financiële** **situatie**

Wanneer je in een moeilijke financiële situatie zit, kan de opvang een sociaal tarief hanteren. Voor zeer uitzonderlijke situaties kan opvang gratis zijn. In het huishoudelijk reglement beschrijft de opvang welke principes van toepassing zijn voor een sociaal tarief of voor gratis opvang.

Uitzonderingen waarbij het aanslagbiljet niet de basis is voor de prijsberekening:

Je hebt geen aanslagbiljet

- Als je je aanslagbiljet nog niet gekregen hebt, kan je het vorige gebruiken. Van zodra het nieuwe aanslagbiljet er is, zal de opvang de prijs herberekenen. Het verschil dat je moet bijbetalen of dat je terugkrijgt gaat terug tot 1 juli.
- Als je inkomen te laag is voor een belastingaanslag, vraag je bij de belastingen een inkomensgetuigschrift.
- Als je ambtenaar bent bij de Europese Gemeenschap, als je werkt in een ambassade, als je verbonden bent aan een wetenschappelijke instelling of als je een buitenlandse student bent, betaal je soms geen belastingen in België. De opvang baseert zich dan op de vergoeding die je krijgt om de prijs voor de opvang te berekenen.

Je huidige gezinsinkomen verschilt van het inkomen op het aanslagbiljet

- Wanneer je huidige gezinsinkomen minstens 20% lager is dan het gezinsinkomen op je aanslagbiljet, zal de opvang rekening houden met je huidige situatie. Je moet de wijziging in je inkomen bewijzen. Werknemers en ambtenaren gebruiken hiervoor de officiële loonstrook. Geschreven verklaringen, jaaroverzichten of rekeninguittreksels kan je hiervoor niet gebruiken.
- Wanneer je aantoont dat je gezinsinkomen minstens 20% lager is dan het inkomen dat gebruikt werd om de opvangprijs uit te rekenen, kan je een herberekening vragen. De lagere prijs gaat terug tot de eerste dag van het lagere inkomen. Je kan maximaal 2 maanden terugwerking vragen.
- Wanneer je bijvoorbeeld je beroepsactiviteit hebt stopgezet en je maakt geen aanspraak op werkloosheidsuitkeringen of je werd ontslagen om dwingende redenen en je hebt geen uitzicht op ander werk, volstaat een verklaring op eer om te bewijzen dat je geen inkomen hebt.
- Wanneer je zelfstandige bent in hoofd- of in bijberoep, gebruikt de opvang het gezinsinkomen dat op je aanslagbiljet vermeld staat om de prijs te berekenen.

Bij beginnende zelfstandigen (minder dan 3 jaar) die nog geen aanslagbiljet hebben, berekent de opvang de prijs op basis van een forfait (een fictief inkomen). Kind en Gezin vraagt deze fictieve inkomens elk jaar op bij de Nationale Hulpkas voor de Sociale Zekerheid en bezorgt ze aan de opvang.

Wanneer je gehuwd bent en één van beide is een beginnende zelfstandige en de andere een loontrekkende, dan is de optelsom van het forfait voor beginnende zelfstandigen en het belastbaar inkomen van de loontrekkende de basis voor het berekenen van de opvangprijs.

Bij beginnende zelfstandigen die wel een aanslagbiljet hebben, berekent de opvang de prijs op basis van dit aanslagbiljet.

Wanneer je aantoont dat je huidige gezinsinkomen minstens 20% lager ligt dan het gezinsinkomen vermeld op het aanslagbiljet, berekent de opvang de prijs op basis van het forfait voor beginnende zelfstandigen.

Een meewerkende echtgeno(o)t(e) heeft geen inkomen en dus geen invloed op de prijs.

- Wanneer je een bezwaarschrift tegen het aanslagbiljet hebt ingediend, wordt de prijs voorlopig berekend op basis van de betwiste aanslag. Als het bezwaar aanvaard wordt, zal de opvang de prijs herberekenen. Het verschil dat je dan moet bijbetalen of terugkrijgt, gaat terug tot de start van de voorlopige opvangprijs.

- Top

Aantal kinderen ten laste

- Heb je meer dan 1 kind ten laste, dan krijg je korting vanaf het tweede kind. De opvangprijs vermindert met 2,72 euro per bijkomend kind dat je ten laste hebt. Voorbeeld: je hebt 3 kinderen. Dan krijg je 5,44 euro (2 x 2,72 euro) vermindering per dag per opgevangen kind.
- Heb je een meerling, dan krijg je nog eens 2,72 euro extra vermindering. Voorbeeld: Je hebt 3 kinderen en er is een tweeling bij. Dan krijg je 8,14 euro (2 x 2,72 euro + 2,72 euro) vermindering per dag per opgevangen kind.
- Er is geen extra prijsvermindering voor een kind met een handicap.
- De opvang vraagt een verklaring op erewoord over je gezinslast en/of bijkomende bewijsstukken, bijvoorbeeld een uittreksel uit het bevolkingsregister, een attest van je ziekenfonds of een uittreksel uit de echtscheidingsakte.

- Top

De verblijfsduur

- Wordt je kind minder dan 3 uur opgevangen, dan betaal je 40% van de dagprijs.
- Wordt je kind van 3 uur tot minder dan 5 uur opgevangen, dan betaal je 60% van de dagprijs.
- Wordt je kind van 5 uur tot minder dan 12 uur opgevangen, dan betaal je 100% van de dagprijs. Wanneer je kind alleen overnacht in de opvang en die overnachting minder dan 13 uur duurt, dan betaal je 100% van de dagprijs.
- Voor opvang van 12 uur en meer betaal je 160% van de dagprijs. Je betaalt ook 160% van de dagprijs als je kind overnacht in de opvang en die overnachting langer dan 13 uur duurt.
- Verblijfstijden van één kind die verspreid zijn over één dag, mogen worden samengeteld. Voorbeeld: je kind gaat 's morgens voor schooltijd 1 uur naar de opvang en gaat in de namiddag nog eens 3 uur, dan betaal je 4 uren opvang.
- Wanneer je kind gedurende 1 week elke dag minder dan 1 uur naar de opvang gaat, dan mogen de uren per week worden opgeteld.

- Top

De eventuele bijkomende kosten

In het **huishoudelijk reglement** van de opvang staat beschreven welke bijkomende kosten er kunnen zijn en hoeveel aangerekend wordt. Als dit niet vermeld wordt, mag de opvang geen bijkomende kosten rekenen.

De opvang bepaalt zelf hoe hoog de bijkomende kosten zijn, maar ze moeten in verhouding zijn tot de effectieve meerkost voor de opvang. Het kan gaan om:

- supplementen,
- toeslagen,
- incassokosten (bij wanbetaling).

De opvang mag alleen **supplementen** vragen voor:

- luiers, dieetvoeding en flesvoeding;
- warme maaltijden voor schoolgaande kinderen;
- warme maaltijden voor kinderen die nog niet naar school gaan en minder dan 3 uren in de opvang blijven;
- bijzondere kosten zoals vervoersonkosten of een uitstap.

De opvang mag **een toeslag** vragen wanneer:

- je een opvangplan bent overeengekomen met de opvang en je geregeld afwijkt van de afgesproken opvangdagen en opvanguren en je de opvang daarvan niet volgens de afspraken verwittigde. Wanneer je situatie verandert, kan je altijd een nieuw opvangplan overeenkomen met de opvang.
- je je kind na de openingsuren afhaalt.
Bij een aangesloten onthaalouder gaat het hier om de uren waarop hij/zij normaal beschikbaar is.

De opvang mag **incassokosten** vragen wanneer je niet of te laat betaalt:

- het moet gaan om reële en aantoonbare kosten en ze moeten beschreven staan in het huishoudelijk reglement,
- het begrip 'wanbetaler' moet duidelijk beschreven zijn in het huishoudelijk reglement.

- **Top**

Bijzondere situatie: kinderlast en inkomen bij echtscheiding en nieuw-samengesteld gezin

Welk inkomen is de basis om de opvangprijs te berekenen? Welke kinderen worden meegeteld voor het berekenen van de korting wegens kinderlast?

- Je kind verblijft bij jou als het naar de opvang gaat
- Je kind verblijft afwisselend bij jou en bij je ex
- Voorlopige situaties
- Onderhoudsgeld en alimentatiegeld

Je kind verblijft bij jou wanneer het naar de opvang gaat

- Ben je gescheiden en verblijft je kind bij jou, dan wordt de prijs berekend op basis van jouw inkomen.
- Woon je samen met een nieuwe partner, dan wordt dit inkomen ook meegeteld.
- Voor de korting op de opvangprijs wegens kinderen ten laste, worden jouw kinderen en de kinderen van je nieuwe partner samengeteld. Kinderen van je nieuwe partner tellen alleen mee als ze ten laste zijn van hem of haar. De opvang vraagt een verklaring op erewoord over je gezinslast. Bij twijfel kan de opvang bewijsstukken vragen. Welke bewijzen je dan moet tonen, moet vermeld staan in het huishoudelijk reglement. Het kan gaan om een uittreksel uit het bevolkingsregister of een attest van je ziekenfonds.
- Wanneer jij of je partner de kinderen maar voor de helft fiscaal ten laste hebt/heeft, worden de kinderen toch volledig meegeteld voor de korting in de opvangprijs.

Je kind verblijft afwisselend bij jou en bij je ex

- Jij betaalt de opvang voor de dagen dat je kind bij jou is. Voor het berekenen van de opvangprijs wordt gekeken naar jouw inkomen. Woon je samen met een nieuwe partner, dan wordt dit inkomen ook meegeteld. Hetzelfde geldt voor je ex. Hij/zij betaalt de opvang voor de dagen dat je kind bij hem/haar is.
- Wanneer je kinderen afwisselend bij jou en bij je ex verblijven, tellen ze zowel bij jou als bij je ex mee voor het berekenen van de korting wegens kinderen ten laste.
- Kinderen van je nieuwe partner tellen alleen mee als zij ten laste zijn van hem of haar. De opvang vraagt een verklaring op erewoord over je gezinslast. Bij twijfel kan de opvang bewijsstukken vragen. Welke bewijzen je dan moet tonen, moet vermeld staan in het huishoudelijk reglement. Het kan gaan om een uittreksel uit het bevolkingsregister of een attest van je ziekenfonds.
- Wanneer jij of je partner de kinderen maar voor de helft fiscaal ten laste hebt/heeft, worden de kinderen toch volledig meegeteld voor de korting in de opvangprijs.

Voorlopige situaties en situaties die niet geregeld zijn met een juridische uitspraak

- Voor het berekenen van de opvangprijs bij echtscheiding en nieuw-samengestelde gezinnen wordt rekening gehouden met de feitelijke situatie. Het is niet nodig dat deze situatie vastligt in een juridische uitspraak.
- De opvangprijs wordt berekend op basis van het inkomen van de ouder bij wie het kind verblijft op het moment dat het naar de opvang gaat. Dit geldt ook wanneer jij en je ex nog hetzelfde domicilie hebben.
- Voor het berekenen van de korting wegens kinderen ten laste, wordt ook uitgegaan van de feitelijke situatie. Wanneer je kinderen afwisselend bij jou en bij je ex verblijven, tellen ze zowel bij jou als bij je ex mee voor het berekenen van de korting wegens kinderen ten laste. Kinderen van je nieuwe partner worden bij jou meegeteld wanneer ze ten laste zijn van hem of haar. De opvang vraagt een verklaring op erewoord over je gezinslast. Bij twijfel kan de opvang bewijsstukken vragen. Welke bewijzen je dan moet tonen, moet vermeld staan in het huishoudelijk reglement. Het kan gaan om een uittreksel uit het bevolkingsregister of je ziekenfondsboekje.

Onderhoudsgeld en alimentatiegeld

- Ontvang je van je ex onderhoudsgeld voor jezelf, dan telt dit mee op je aanslagbiljet en wordt het dus meegerekend voor het berekenen van de opvangprijs.

- Ontvang je van je ex alimentatiegeld voor je kinderen, dan wordt dit beschouwd als een inkomen voor de kinderen en telt het niet mee voor het berekenen van de opvangprijs.
- Betaal je aan je ex onderhoudsgeld voor hem of haar of alimentatiegeld voor je kinderen, dan wordt dit niet afgetrokken voor het berekenen van de opvangprijs.